

Publié le 28 septembre 2018

L'Italie, "l'homme malade" de l'Union Européenne ?

La décision prise par le nouveau gouvernement italien de creuser le déficit pour tenir ses promesses électorales risque de provoquer les foudres de Bruxelles et d'inquiéter les marchés financiers. De fortes tensions se manifestent déjà, qui augurent mal de l'avenir du projet européen.

Le projet de paix européen risque d'échouer. Le continent est confronté à une multitude de crises qui assombrissent l'avenir : crise financière, crise économique, crise sociale, crise morale... et, bien entendu, crise politique, dont les origines sont à chercher dans la perte de confiance des peuples envers leurs dirigeants. Dans beaucoup de pays européens, cette méfiance a provoqué une désaffection de la politique et la montée du populisme.

Un pays proche de l'effondrement

L'Italie est l'exemple par excellence de cette multiple crise. Depuis un moment, le pays transalpin connaît des difficultés politiques, économiques et sociales. Les années de Silvio Berlusconi (2001-2006 et 2008-2011) se caractérisent par des scandales à répétition. En 2011, la crise politique était déjà atteinte, obligeant le président (Giorgio Napolitano), âgé alors de 90 ans, à intervenir pour mettre en place un gouvernement de technocrates sous la houlette de Mario Monti. Ce gouvernement, dirigé par l'ancien commissaire de l'UE, a réalisé de 2011 à 2013 un travail solide et conséquent, qui a remis le pays sur les rails.

Cette restructuration économique du pays a continué sous Enrico Letta (2013-14). La société soutenait ce processus de réformes *nolens volens* (bon gré, mal gré). Les réformes ont porté du fruit, et l'économie est repartie. En 2014 et pour la première fois depuis de longues années, le pays enregistrait une croissance économique positive. La stabilité n'en est pas pour autant revenue. Letta manquait de soutien, non pas de la part du peuple, mais de son propre parti politique, le Partito democratico. En février 2014, Matteo Renzi, à l'époque jeune maire de Florence, provoqua la démission de Letta pour devenir, à 39 ans, le plus jeune premier ministre de l'Italie. Renzi, qui était initialement assez populaire, s'est engagé massivement sur le plan international, mais il n'a pas obtenu d'avancées économiques significatives sur le plan domestique. Il a donc dû démissionner à peine et seulement deux ans plus tard. Sa politique s'est caractérisée par des «coups de pub», soit des décisions politiques exploitées par les médias sociaux et souvent annoncées la veille de leur édicition.

Après un court intermezzo du premier ministre Paolo Gentiloni, l'Italie connaît un autre gouvernement populiste depuis juin 2018, avec Giuseppe Conte. Comme Renzi, il utilise les médias

sociaux pour diriger, et son imprévisibilité a déjà fait souffrir plusieurs de ses alliés européens.

Aujourd'hui, l'Italie est un pays proche de l'effondrement. Économiquement, le pays va mal. Selon les projections actuelles de l'OCDE (septembre 2018), la croissance économique en Italie sera de 1,4 % pour la fin de l'année et de 1,1 % en 2019. Le pays connaît une inflation élevée, qui empêche, entre autres, les ménages de consommer. De nombreux jeunes, bien que titulaires de diplômes universitaires reconnus, n'obtiennent ainsi que des emplois précaires qui ne leur permettent pas de s'émanciper. Et cette précarité n'est pas nouvelle : en 2009 déjà, le régisseur italien Massimo Venier la mettait en scène dans son film *Generazione Mille Euro*, dont le scénario est le suivant : Matteo, jeune mathématicien doué et titulaire d'un bon diplôme universitaire, cherche du travail. Face aux vicissitudes du système italien, il se retrouve en proie à un dilemme moral : accepter un travail rémunéré généreusement dans le secteur privé, grâce à l'intervention d'un ami, ou travailler dans le secteur public pour un salaire de misère. La situation de Matteo n'est pas fictive, et elle est le lot quotidien de nombreux Italiens. Incapables de s'émanciper de leurs parents, ils ne peuvent commencer jeunes leur carrière, ni fonder une famille de manière indépendante. La conséquence directe en est une population vieillissante et un taux de fécondité qui n'en finit plus de chuter¹. Et les vagues migratoires importantes des côtes italiennes ne peuvent contrer ou améliorer cette situation.

Une société dont les piliers vacillent

L'Italie est ainsi aujourd'hui un pays en mutation, pourrait-on dire. Que reste-t-il de son passé de fondateur du G7 ? L'Italie peut-elle encore être comptée parmi les pays industriels avancés ? Est-elle réellement au bord du gouffre, comme le soutiennent certains observateurs ?

Il est certain que les piliers de la société italienne vacillent. Une grande partie de la classe moyenne a perdu espoir en son pays. Le mouvement de protestation «Cinq étoiles» (Movimento5Stelle), ainsi que les idées de la LegaNord, comme l'euroscepticisme, l'anti-immigration, et l'anti-mondialisation, sont devenues courantes.

Le respect des institutions étatiques est érodé. Le porte-parole du premier ministre Conte, Rocco Casalino, a fait sa carrière dans le *show business*. Auparavant directeur de la version italienne de Big Brother, il est maintenant l'homme fort du gouvernement, agissant avec fermeté et brutalité. Casalino a ainsi transmis des informations confidentielles aux journalistes et menacé de licenciement des fonctionnaires du ministère des Finances s'ils ne mettaient pas en œuvre les réformes du gouvernement instaurant un salaire universel d'environ 750 € par mois. Jusqu'à présent, la seule expérience de salaire universel que l'on ait est celle de la Finlande. Depuis 2017, le gouvernement finlandais donne un salaire à vocation universelle à quelque deux milles chômeurs, sans obligation morale de recherche active d'emplois. Ce projet pilote est encore en cours, et les critiques sont nombreuses. En un an, cette mesure a déjà coûté la somme colossale de vingt millions d'euros.

1 - Selon l'Institut national de la statistique, la population de l'Italie diminuera de 60,5 millions (2018) à 59 millions en 2045 et jusqu'à 54,1 millions en 2065.

Surtout, l'Italie connaît d'autres problèmes d'ordre structurel. Nous pensons ici, bien entendu, à l'effondrement du pont de Gênes de cet été. À qui en imputer la faute ? Un tel drame peut-il se répéter ? La politique d'austérité est-elle la cause de cet effondrement, comme l'affirme le gouvernement ? De nombreuses données sont encore floues dans cette histoire, mais il semble que la cause privilégiée soit une défaillance technique du pont. La structure était vieillissante et en mauvais état ; il manquait de fonds pour la rénover. Aucun moyen n'a été mis à disposition tant du côté du gérant privé que de celui du gouvernement, qui porte la responsabilité de la sûreté des routes et des bâtiments publics. C'est ici un grave manque à l'obligation de diligence.

Et il est choquant de constater que l'Italie ne semble pas tirer de conclusions de ce drame. Au lieu de mettre en route les réformes structurelles nécessaires, l'État se perd en discussions, accusant le secteur privé (et vice versa), tout en annonçant par ailleurs une indemnisation des victimes. Mais d'où viendra cet argent ? L'actuel ministre des Finances, le technocrate Giovanni Tria, est sous pression pour trouver des fonds qui n'existent pas. Et Bruxelles insiste sur l'impossibilité d'augmenter le déficit budgétaire (actuellement à 132 % du PIB, soit en deuxième position seulement après la Grèce). Le gouvernement est ainsi pris entre deux feux : la réalité budgétaire et ses promesses électorales. Mais il continue d'annoncer une baisse des impôts et une augmentation des dépenses publiques, au moment même où le ministre Tria présentait le 26 septembre les nouveaux objectifs budgétaires de l'Italie en assurant une stabilité financière. Reste à voir si Bruxelles et les investisseurs privés seront satisfaits et rassurés.

La situation des pays de l'Europe du Sud

L'Italie est-elle donc un pays *sui generis* ou emblématique de la faiblesse de l'Europe du Sud en général ?

En comparaison avec l'Italie, les autres pays méditerranéens de l'UE font figure de bons élèves. L'Espagne et le Portugal ont connu une situation similaire à celle de l'Italie, mais ils ont su mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires, sans pour autant céder à la panique populiste. Un travail dur et engagé, qui porte maintenant ses fruits.

Depuis juin 2018, l'Espagne est gouvernée par Pedro Sanchez, du Partido Socialista Obrero Español. Après sept ans sous la houlette du premier ministre conservateur Rajoy, le pays va économiquement mieux. La croissance de ces dernières années a atteint environ 3 % par an. Et même si cette croissance marque un léger recul cette année (2,8 % pour 2018 et 2,4 % pour 2019), la situation reste stable. L'expansion économique continue – et cela largement grâce à la consommation nationale et à la création de nouveaux emplois. Le taux de chômage est en baisse et devrait être de 13,8 % en 2019. Couplée à une inflation modérée, on assiste à une augmentation du niveau de vie. Mais la société espagnole reste divisée. Le mouvement Podemos a contribué à des changements, et ses positions sont maintenant acceptées. Le plus grand défi pour le pays est actuellement de démarrer une réforme du système de retraites. Pour cela, il faudra attaquer le niveau encore très élevé de la dette publique, que l'État n'arrive pas à faire baisser malgré les avancées économiques.

Au Portugal, il existe depuis de longues années un consensus politique qui ne laisse pas de place aux partis populistes et extrémistes. Malgré les crises financières de 2010 et 2014, la situation économique reste stable. Actuellement la croissance est de 2 %, soutenue par une politique de commerce extérieure active et basée sur une identité nationale bien définie. Le plus grand défi pour ce pays est la réforme du système éducatif et la nécessité de former des employeurs aux compétences compatibles avec une économie mondialisée et devant défendre sa place dans un contexte international compétitif. Le Portugal dispose d'une autre particularité : grâce à sa société homogène, le pays a jusqu'à maintenant réussi à intégrer les migrants et les réfugiés, même s'ils ne sont pas légions comme en Italie, et le pays reste l'un des rares candidats à l'accueil en Europe. Cette situation est pour le moins surprenante, étant donnée les difficultés que connaissent les autres pays de l'Europe dans ce domaine, et l'Italie bien entendu en particulier.

L'idée de base de l'Union Européenne, à l'origine de sa création, était celle d'une paix reposant sur la prospérité et l'intégration des peuples. La libre circulation des personnes comme des biens est d'une importance capitale dans la réalisation de ce concept. Chaque citoyen européen est libre de s'établir et de commencer une activité économique là où bon lui semble, là où il pense qu'il aura le plus de succès économiquement. Cette liberté de circulation est un avantage pour de nombreux travailleurs en Europe ; elle crée également des craintes et contraintes. L'Italie a-t-elle su en profiter ?

Un incident révélateur

Lors de la dernière réunion des ministres de l'intérieur des pays de l'UE, un incident s'est produit entre les ministres italien et luxembourgeois. Matteo Salvini, ministre italien de l'Intérieur, a évoqué dans son discours le fait que les migrants soient de «nouveaux esclaves» menaçant son pays. Le ministre luxembourgeois, Jean Asselborn, en tant que président de la réunion, a coupé la parole à son homologue italien, rappelant que le Luxembourg avait accueilli pendant des décennies des migrants italiens qui, du reste, s'étaient bien intégrés au Luxembourg. Filmé, cet incident a été posté quelques heures plus tard sur internet où il a connu un énorme succès. Il semble que ce soit un conseiller de Salvini qui l'ait filmé et posté, autre exemple flagrant de l'instrumentalisation de la politique italienne. Ce ne seraient ainsi plus la sérénité et la raison qui guident les débats de nos dirigeants, mais des considérations populistes, celles de l'image d'un homme et/ou d'un parti politique. Le Bien commun public et politique en Europe serait-il ainsi pris en otage par la vanité de certains ?

Rolf Schwarz

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr